



16ème législature

Question N° : 16891	De Mme Catherine Jaouen (Rassemblement National - Vaucluse)	Question écrite
Ministère interrogé > Intérieur et outre-mer		Ministère attributaire > Intérieur et outre-mer
Rubrique >drogue	Tête d'analyse >Trafic de drogue	Analyse > Trafic de drogue.
Question publiée au JO le : 09/04/2024 Question retirée le : 11/06/2024 (fin de mandat)		

Texte de la question

Mme Catherine Jaouen attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur et des outre-mer sur la lutte contre le trafic de drogue. L'arrestation du chef du gang Yoda, en coopération avec les autorités marocaines, est la preuve que le problème du trafic de drogue doit se traiter internationalement. Depuis le « Plan stup » de septembre 2019, un sentiment général d'absence de planification de la lutte contre le trafic de drogue s'est emparé de la population. L'explosion de la violence, couplée aux constats pessimistes de plusieurs observateurs, laissent à penser que la situation échappe à tout contrôle. Des mineurs à peine âgés de 13 ans sont désormais embauchés par ces gangs en tant que tueurs. Ces gangs s'étant emparés de quartiers entiers, désormais zones de non-droit. En Vaucluse, de 2017 à 2022, ce trafic de stupéfiants a connu une hausse de 77 % et en l'espace d'à peine un an, ce trafic a encore augmenté de 17 % supplémentaires. Le Vaucluse et plus particulièrement Avignon, déjà connu des forces de l'ordre pour être une plaque tournante de ce trafic, a connu un soudain déchaînement de violence suite à l'opération « Place nette » initiée sur Marseille. Ainsi, tant le centre-ville que la périphérie d'Avignon ont subi à plusieurs reprises des tirs de Kalachnikov. Malgré les efforts redoublés des forces de l'ordre - Mme la députée profite d'ailleurs de cette question pour saluer l'action de terrain du nouveau préfet de Vaucluse -, limiter cette lutte au seul territoire national paraît insuffisant pour assurer une réponse efficace à ce fléau. Elle lui demande si ses actions sporadiques de déploiement de forces policières font partie d'un plan national, voire international, qu'il aurait mis en place afin de mettre un terme définitif à l'action de ces vendeurs de mort.